



Appel de l'Assemblée générale de la CGT Finances Publiques

Nous, agents de la DDFIP du 92, adhérents de la CGT Finances Publiques, réunis en Assemblée générale à Clichy le 6 novembre 2014, nous adressons à tous nos collègues.

Depuis des années nous subissons les suppressions d'emplois, les restructurations, les fusions, le recul de l'exercice des missions, les tensions croissantes avec les contribuables, les campagnes anti-impôt, la mise en cause de nos droits et garanties (congrés, mutations...) et la dégradation des conditions de travail.

Et maintenant nous sommes tous confrontés au **pacte de responsabilité** et aux mesures d'austérité qui l'accompagnent. En contrepartie des 41 milliards de cadeaux au patronat, le gouvernement entend dégager 50 milliards de réduction de la dépense publique (état, collectivités locales, Sécurité sociale). Il s'attaque à la protection sociale et vient de mettre fin à l'universalité des prestations familiales. Il procède à une nouvelle réduction drastique des moyens du service public. Il accroît gravement le laminage de notre pouvoir d'achat (blocage désormais permanent du point d'indice, nivellement par le bas des régimes indemnitaires).

A ce pacte sont reliées la **réforme territoriale** et la réforme de l'état dont le but commun est de générer des économies structurelles.

Notre statut de fonctionnaire est menacé. La ministre Lebranchu sous couvert de réforme des « parcours professionnels » entend imposer la mobilité inter-fonction publique. Et dans le même objectif de développer l'interministérialité, par une note du 15 octobre, le Premier ministre institue des maisons de l'Etat visant à « mutualiser les fonctions support » et intégrant les sous-préfectures, les services des DDFIP et les autres services de l'état.

Pour notre administration cela sonne la mort de son réseau propre. Cela s'ajoute à l'article 25 de la loi sur les simplifications qui remet en cause le principe de la compétence exclusive du comptable public en disposant que les collectivités territoriales peuvent confier à un organisme privé le recouvrement de leurs créances.

Cela doit être rapproché des **restructurations engagées dans le cadre de la « Démarche stratégique »** : réduction du nombre de SIP, fermeture de 850 postes comptables, volonté de fermer les « petits SIE » pour arriver à un seul SIE par département, création de centres de services partagés RH, concentrations en pôles PCR, PCE, enregistrement-SPF, gestion cadastrale, régionalisation et refonte du contrôle fiscal, régionalisation-externalisation des domaines...

Dans notre département la direction a levé un coin du voile sur ses intentions : regroupement de PCE et PCR, volonté de réduire le nombre de SIE (en cause les SIE de Gennevilliers, Asnières, Saint-Cloud, Clichy, Montrouge et Vanves), achèvement du guichet unique par le démantèlement des trésoreries mixtes (Villeneuve-la-Garenne, Bagneux, Malakoff, Châtillon et Clamart), prélude à de futurs regroupements, transferts de trésoreries sur le site du CFP (Issy, Colombes et Neuilly), fusions de SPF (à Nanterre), création d'un pôle unique cadastral (à Nanterre).

Que restera-t-il des services de direction avec la disparition du département des Hauts-de-Seine dans la cadre de la Métropole du Grand Paris ?

Que deviendront les missions comptables quand on découvre que le Conseil général des Hauts-de-Seine délègue à une société privée de restauration le recouvrement des cantines du département, jusque là du ressort de la paierie départementale ?

Tout cela, auquel s'ajoutent les **2000 nouvelles suppressions d'emplois** (combien pour le 92?) pour 2015 démontre que nous ne sommes pas dans la simple continuité des politiques antérieures déjà nocives mais face à **une radicalisation mettant en danger l'existence même de la DGFIP** comme administration centrale à réseau déconcentré, de ses missions, de nos statuts particuliers et de nos droits et garanties.

L'heure est grave.

Nous nous adressons à tous, agents des SIP, des trésoreries mixtes, trésoreries SPL, Habitat, des SIE, des SPF, des services de direction, du cadastre, des services de contrôle (brigades, PCE, FI...):

nos conditions de travail au quotidien ne cessent de se dégrader, nos droits et garanties nous sont disputés et maintenant de nouveaux bouleversements s'avancent.

**Il faut mettre un coup d'arrêt à cette politique dévastatrice.
Il faut dire stop. L'heure est à la mobilisation et à la résistance.**

La CEN de la CGT Finances Publiques a décidé d'un appel national à la grève pour le 18 novembre, à l'occasion du CTR « emploi », et d'en faire la proposition à toutes les organisations syndicales de la DGFIP.

Nous vous appelons à être **en grève le 18 novembre**.

Et le 4 décembre nous vous appelons à adresser le même message clair à la direction générale et au gouvernement, en votant CGT Finances Publiques :

- **Contre les politiques d'austérité et la liquidation des services publics ;**
- **Pour le retrait du pacte de responsabilité et l'arrêt de la démarche stratégique ;**
- **Pour la revalorisation du point d'indice et du régime indemnitaire ;**
- **Pour l'arrêt des suppressions des emplois, pour la création des emplois nécessaires ;**
- **Pour l'arrêt des concentrations-suppressions de services ;**
- **Contre tout recul sur nos règles de gestion et nos droits statutaires.**

TOUS EN GREVE LE 18 NOVEMBRE !